

Assemblée générale tenue à la base INRAP de Saint-Orens

Communiqué de l'assemblée générale du 5 février tenue à la base INRAP de Saint-Orens

Les agents de Midi-Pyrénées, réunis en Assemblée Générale à la base de Saint-Orens ont pris connaissance du projet de création de filiale que l'INRAP veut mettre en œuvre sous prétexte de l'opération du canal Seine-Nord-Europe. Cette création s'inscrit dans le cadre de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) du Ministère de la Culture et de la Communication. **Nous appelons à une convergence des luttes pour la défense de la Culture au sein du Service Public.**

Ce projet de filiale est le début du démantèlement de l'Archéologie Publique. A ce titre, nous refusons catégoriquement la création de cette structure de droit privé : elle n'est que la répétition d'une AFAN, avec la remise à zéro des acquis sociaux. Le statut des salariés et de la Recherche REGRESSE de trente ans en arrière.

Nous refusons une usine à précarité massive et totale ainsi que cette multiplication des statuts.

Sur le principe, nous refusons toute création de filiale : l'opération du grand canal Seine-Nord-Europe DOIT rester à l'INRAP et nécessite donc l'embauche de personnels sous statut INRAP à hauteur des besoins.

**LA RGPP : SI NOUS LE VOULONS,
ELLE NE PASSERA PAS PAR NOUS !**